

L'incidence de la containte externe sur le positionnement des partis politiques en Europe centrale et orientale

Antoine Roger

▶ **To cite this version:**

Antoine Roger. L'incidence de la containte externe sur le positionnement des partis politiques en Europe centrale et orientale. Jean-Michel de Waele (dir.). Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale, Éd. de l'Université de Bruxelles, pp.173-186, 2002, 2-8004-1282-8. halshs-00258817

HAL Id: halshs-00258817
https://shs.hal.science/halshs-00258817

Submitted on 20 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

L'incidence de la contrainte externe sur le positionnement des partis politiques en Europe centrale et orientale

Antoine Roger

1. Introduction

Dans tous les pays d'Europe centrale et orientale, le modèle de développement imposé par les créditeurs internationaux et l'Union européenne fait l'objet d'un débat politique animé [1]. Les prises de position ne sont pas toujours des plus lisibles : si grande soit sa perspicacité, l'observateur peut éprouver quelque peine à pénétrer les mobiles de tel ou tel discours. Pour poser quelques repères, il est nécessaire d'opérer un détour par les grands schémas explicatifs.

La *théorie des modèles importés* retient immédiatement l'attention [2]. Selon son concepteur, Bertrand Badie, l'importation de modèles étrangers dans les sociétés non occidentales procède à la fois d'une démarche défensive et d'une démarche offensive. Elle doit être interprétée comme « une réponse – presque forcée – à des *contraintes d'alignement* sur les puissances occidentales ». Elle peut cependant « devancer les vœux » desdites puissances [3]. La « logique partisane » joue un rôle de relais [4]. Des formations politiques s'affirment qui travaillent à l'implantation des normes et des références allogènes. Ce positionnement peut remplir trois fonctions.

Une « fonction de rupture » doit être caractérisée lorsqu'une élite politique nouvellement formée entend se démarquer des élites traditionnelles en calquant son discours sur celui des partis occidentaux [5]. En mettant en avant une « compétence institutionnelle apprise », les nouveaux dirigeants s'efforcent de délégitimer les « autres autorités potentielles » [6].

Une « fonction de démonstration » peut parallèlement être activée ; elle sert à « justifier devant la scène internationale un mode de fonctionnement de la vie politique conforme à un modèle connu et valorisé » ; elle permet dans le même temps de signaler aux populations locales une intention révolutionnaire ou réformatrice [7].

Une « fonction d'aménagement » peut enfin être recherchée : on observe alors un « jeu subtil de mimétisme et d'émancipation qui incite les partis extra-occidentaux à s'inspirer des formes, de la symbolique, de la doctrine des partis occidentaux, tout en cherchant à protester de leur identité » [8].

Dans tous les cas, la transplantation des schémas occidentaux génère des conflits internes et provoque des réactions en chaîne ; un mécanisme s'enclenche qui entretient la logique d'extraversion. Une fois installée au pouvoir, la nouvelle élite politique doit veiller à entretenir la « fonction de rupture » ; sa survie reste « liée à la sauvegarde, voire au renforcement des processus d'importation » [9]. Les élites traditionnelles réagissent à cette logique en développant un discours identitaire outré et en prônant le repli sur les valeurs autochtones ; dotées d'une « forte capacité de contrôle social » et exerçant une emprise directe sur la population, elles peuvent organiser une résistance efficace aux projets modernisateurs [10]. Le blocage alors observé porte atteinte à la crédibilité des importateurs : l'écart ne cesse de se creuser entre le discours et la pratique. L'effectif du mouvement d'opposition gonfle sans discontinuer. Les nouvelles élites dirigeantes voient leur capacité de mobilisation décliner à proportion. Pour demeurer au pouvoir, elles doivent commencer à activer une « fonction de démonstration » ; leur discours vise à l'obtention de soutiens extérieurs : « de support des demandes issues de la société, (il) tend alors à devenir un élément de communication diplomatique et internationale » [11]. Pour compenser cette extraversion, les dirigeants n'ont plus d'autre choix que de recourir à la fonction d'aménagement : les éléments idéologiques importés sont alors fondus avec des éléments autochtones. Le rééquilibrage reste cependant factice : la vie politique est toujours régie par des considérations externes ; « c'est essentiellement le jeu factionnel, la rivalité entre leaders potentiels cherchant dans les répertoires idéologiques internationaux la marque capable de les distinguer les uns des autres qui activ(e) la logique d'emprunt et contrôl(e) son orientation indépendamment des clivages et des enjeux sociaux internes » [12].

Il paraît intéressant à première vue de transposer la théorie ainsi caractérisée aux pays d'Europe centrale et orientale. Dans ces pays, des partis politiques s'efforcent d'introduire les réformes réclamées par les créditeurs internationaux et l'Union européenne ; il n'est pas interdit de considérer qu'ils cherchent ainsi à marquer une distance symbolique avec l'ordre aboli (fonction de rupture). Les anciens communistes pourraient alors être décrits comme des élites traditionnelles capables de mobiliser contre les réformes une large partie de la population. Cette résistance organisée pousserait les partis réformateurs à se tourner un peu plus encore vers l'extérieur. La logique d'importation leur permettrait d'acquérir un supplément de légitimité face à leurs interlocuteurs étrangers (fonction de démonstration). Quelques signes ostentatoires d'attachement aux équilibres sociaux seraient émis conjointement en direction des catégories les plus vulnérables de la population ; ils permettraient d'obtenir un effet d'affichage plutôt qu'ils ne signaleraient une volonté de relayer les clivages internes (fonction d'aménagement).

Ce schéma explicatif est séduisant. Il pèche toutefois par approximation. Une observation plus attentive permet de découvrir que les pays d'Europe centrale et orientale ne se plient pas exactement à la théorie des modèles importés.

Dans les sociétés étudiées par Bertrand Badie, la dynamique entretenue par les groupes concurrents reste déséquilibrée : un seul groupe est concerné par la logique d'importation ; il réfère seul son programme politique à un modèle étranger ; si ses rivaux sont affectés par la variable externe, c'est seulement de manière indirecte et par contrecoup. Dans les pays d'Europe centrale et orientale, les partis favorables aux réformes économiques n'ont pas pour adversaires des formations qui ignorent complètement les mots d'ordre extérieurs ; *tous* les partis constitués sont contraints de se positionner *directement* face aux modèles étrangers et de prendre les créditeurs internationaux ou l'Union européenne pour interlocuteurs – serait-ce pour leur marquer leur hostilité ; tous ont donc recours de quelque façon à la « fonction de démonstration » [13].

La question se pose alors de savoir si la théorie des modèles importés est invalidée tout entière par ces particularismes ou si certaines de ses composantes peuvent tout de même être exploitées avec profit. Le schéma explicatif doit-il être écarté sans plus d'égards ou peut-on envisager de lui apporter quelques amendements ?

Pour lever cette interrogation, il est nécessaire de reconsidérer le point de départ de l'analyse et de préciser la définition de la contrainte externe. Les « contraintes d'alignement » caractérisées par Badie procèdent d'une logique endogène ; elles sont sécrétées par le système politique : des partis sont dans l'obligation de se référer à un modèle extérieur pour s'affirmer sur le plan interne. La contrainte externe observée dans les pays d'Europe centrale et orientale est d'un autre ordre. Elle se développe indépendamment du jeu partisan et participe d'une logique de « modernisation dépendante » [14] : en échange des subsides versés, les créditeurs internationaux et l'Union européenne demandent aux pays d'Europe centrale et orientale de réformer leurs structures économiques internes ; ils regardent les échanges extérieurs comme une variable dépendante : il n'y aura selon eux de politique commerciale efficace que lorsque les bases de l'économie nationale auront été « assainies », c'est-à-dire lorsque les réformes structurelles auront été poussées jusqu'à leur terme et qu'une économie de marché de forme canonique aura été instituée. Une première exigence porte sur le respect d'une discipline budgétaire stricte : il s'agit de limiter le plus possible les soutiens publics à l'économie. La libéralisation des échanges est également exigée : le système de prix subventionnés est mis sur la sellette. Les entreprises et sociétés dans lesquelles l'Etat reste le principal actionnaire doivent être entièrement privatisées : la fermeture des grandes entreprises déficitaires est jugée impérative ; on attend qu'une petite industrie privée se développe en substitut et absorbe la main-d'œuvre licenciée. Les fermes collectives doivent être démantelées de la même façon et céder la place à de grandes exploitations individuelles, orientées vers des cultures intensives ; ces principes une fois observés, l'effectif de la paysannerie sera considérablement réduit : là encore, on gage que l'industrie privée fournira de nouveaux emplois et qu'elle permettra de prompts recyclages individuels. Par une dynamique vertueuse, petites entreprises industrielles et grandes exploitations agricoles sont appelées à se soutenir mutuellement et à écouler leur production l'une vers l'autre [15].

Au moment de définir leur programme, les partis politiques sont contraints de prendre en compte ces codes. Les contraintes extérieures qui pèsent ainsi sur eux peuvent contrarier quelques orientations programmatiques à visée interne. Un juste

positionnement doit être cherché entre ces sollicitations antagoniques ; plusieurs options sont envisageables qui sont portées par des partis concurrents [16].

La spirale de l'extraversion mise en évidence par la théorie des modèles importés n'est pas observée en Europe centrale et orientale : les partis politiques ne sont pas réduits à puiser « dans les répertoires idéologiques internationaux la marque capable de les distinguer les uns des autres » ; il n'existe pas de mécanisme fatal qui les pousserait à négliger les « clivages » et les « enjeux sociaux internes ». Le seul impératif consiste à mettre en rapport les facteurs de structuration interne et la contrainte externe.

Cette logique singulière une fois intégrée, il est possible de tirer quelques enseignements utiles de la théorie des modèles importés. Les catégories d'analyse proposées par Bertrand Badie peuvent se révéler éclairantes si l'on accepte de réviser leur ordonnancement.

La « fonction de démonstration » étant activée par tous les partis indistinctement, les éléments de différenciation sont à chercher dans la « fonction de rupture » et la « fonction d'aménagement ». L'une et l'autre peuvent être envisagées successivement.

La « fonction de rupture » est retenue par des partis qui appartiennent à deux ensembles antagoniques ; elle est utilisée par les uns sur un mode canonique et par les autres sur un mode inversé ; elle présente de ce fait un caractère ambivalent.

La « fonction d'aménagement » est utilisée par un troisième type de partis. Elle ne sert pas à dissimuler une extraversion foncière derrière un vernis de références autochtones ; elle vise à imposer une solution politique élaborée.

1. Une « fonction de rupture » ambivalente

Conformément au principe énoncé par Badie, la « fonction de rupture » amène certains partis à relayer les mots d'ordre extérieurs : il s'agit pour eux de se démarquer des « autres autorités potentielles » et de couper toute attache avec le passé communiste en prônant une intégration aux structures euro-atlantiques — en défendant ce que nous proposons de nommer un programme intégrationniste. Contrairement au postulat retenu par la théorie des modèles importés, les « autres autorités potentielles » combattent directement cette orientation ; elles se réapproprient la fonction de rupture et en inversent la visée : elles ne remettent pas en cause les structures héritées de la période communiste mais vilipendent tout au contraire la politique de libéralisation engagée depuis le changement de régime ; elles défendent un *programme anti-intégrationniste*. La fonction de rupture canonique et la fonction de rupture inversée se nourrissent de leur antagonisme et entretiennent une relation dynamique. Certains partis refusent de s'engager dans cette relation et rejettent les deux programmes en bloc ; ils n'opposent pas un projet construit aux mots d'ordre de l'Union européenne mais se contentent de fustiger l'ordre établi et d'entretenir une agitation populaire ; ils sont mus par une *logique séditieuse*.

Le *programme intégrationniste* invite à accepter les exigences des créditeurs internationaux et de l'Union européenne. Ses concepteurs s'attachent à distinguer le court et le long terme. Selon leurs vues, une conformation passagère à des mots d'ordre extérieurs est la condition obligée d'une émancipation future. Les réformes

réclamées par l'Union européenne seront au final profitables à la collectivité tout entière ; elles lui permettront de se moderniser et de traiter d'égale à égale avec les grandes puissances occidentales. Les réformes en question sont douloureuses, mais elles sont passagères et doivent immuniser la société contre des douleurs plus vives encore. Maintenir en place les structures existantes, c'est acheter un équilibre immédiat au prix d'une relégation prochaine : affaiblie sur le plan international, la collectivité deviendra une proie facile pour quelque puissance animée de desseins impériaux (et notamment pour une puissance russe revigorée) ; pour avoir voulu échapper à une relation de dépendance souple et autodestructible, elle retombera dans une relation de dépendance inflexible et pérenne. Plus les mesures de restructuration sont différées, plus le pays accumule du retard sur ses rivaux et plus ses chances de s'affirmer un jour dans le concert européen s'amenuisent [17].

Sur cette base de raisonnement, les défenseurs du programme intégrationniste en viennent à préconiser une privatisation complète de l'industrie. La fermeture des grands complexes déficitaires est à leurs yeux une priorité : l'éluder artificiellement à coups de subventions publiques, c'est entretenir un déséquilibre financier et enfoncer le pays dans le marasme. Des petites entreprises individuelles sont appelées à se constituer et à absorber la main-d'œuvre licenciée. Elles doivent être le fruit d'initiatives spontanées et évoluer librement, sans être encadrées par des textes de lois particuliers ni faire l'objet d'une quelconque surveillance administrative. C'est par le simple jeu du marché qu'elles seront amenées à se spécialiser dans les secteurs les plus porteurs et les plus appropriés aux besoins de la population.

Les tenants du programme intégrationniste prônent une privatisation symétrique de l'agriculture. Ils s'opposent au contrôle de l'Etat sur le système de distribution ; ils tiennent que la loi de l'offre et de la demande peut seule assurer une bonne articulation des différents secteurs d'activité. Ils préconisent un démantèlement des fermes d'Etat ; ils proposent que les terres ainsi libérées soient revendues et que la main-d'œuvre licenciée trouve à s'employer dans le secteur tertiaire. Ils souhaitent éradiquer la petite agriculture de subsistance. Ils entendent favoriser la constitution de grandes exploitations agricoles, capables de pratiquer une agriculture intensive et de se conformer aux normes de productivité européennes. Ils se promettent d'amener les petits paysans à vendre leur parcelle et à constituer des entreprises individuelles (dans le secteur agroalimentaire notamment).

Le programme intégrationniste ne peut être appliqué sans difficulté. Si ses défenseurs affichent une grande assurance et une grande cohésion lorsqu'ils se trouvent dans l'opposition, ils n'échappent pas à quelques turbulences une fois qu'ils ont accédé au pouvoir. Ils doivent compter avec de fortes pesanteurs locales. Ils se heurtent à la résistance des catégories les plus fragilisées de la population ; pour éviter une déflagration sociale généralisée, ils sont contraints de ralentir la mise en œuvre du programme de réforme et de prendre licence avec les calendriers fixés. Ils s'attirent ainsi quelque semonces extérieures. L'activité gouvernementale prend alors un caractère de litanie : pour parer les accusations de laxisme, un programme de libéralisation est annoncé à grand coups de trompe médiatiques ; il provoque immédiatement de nouvelles manifestations de colère dans les secteurs menacés ; sa mise en œuvre est conséquemment interrompue ; les pressions externes et les critiques

internes redoublent d'intensité ; un nouveau plan de privatisations est annoncé qui déclenche de nouveaux remous sociaux… En sus d'entretenir une agitation sociale permanente, ce mouvement cyclique provoque des dissensions au sein du parti ou de la coalition au pouvoir : certains dirigeants ou certaines factions se plaignent du rythme trop lent des réformes et dénoncent une trahison du programme intégrationniste ; ils en imputent la responsabilité à tel ou tel de leurs partenaires ; ils s'attirent en retour les foudres des intéressés [18].

Le programme intégrationniste trouve ses principaux soutiens parmi les nouveaux entrepreneurs. Il convainc également les grands paysans engagés dans un processus d'accumulation et soucieux de voir se développer encore l'agriculture productive [19]. Il emporte enfin les suffrages des jeunes diplômés qui sont entrés dans la vie active immédiatement après le changement de régime. Moins directement identifiable que les autres, cette dernière catégorie mérite un examen particulier. A partir de 1990, les étudiants se sont orientés massivement vers des formations courtes en marketing, gestion, comptabilité, économie, informatique... Les autorités les ont encouragés dans cette voie. Les perspectives de développement du secteur tertiaire ont pourtant été surestimées. Les projections étaient appuyées sur l'hypothèse d'une restructuration rapide de l'économie ; elles ne tenaient pas compte des résistances rencontrées. Le nombre d'emplois offerts est finalement inférieur à la demande. Les jeunes diplômés restent le plus souvent sur la touche. Ceux qui trouvent un poste fixe et durable sont employés en deçà de leur niveau de qualification ; ils sont mal rémunérés. Pour subsister, ils sont le plus souvent contraints d'exercer de petites activités annexes. Ils établissent une claire distinction entre leurs intérêts et ceux des autres catégories de la population. Ils se considèrent injustement bloqués à la base de la hiérarchie sociale. La moindre entorse au programme intégrationniste les fait crier à la trahison [20].

Les concepteurs du *programme anti-intégrationniste* prennent une orientation contraire. Ils se disent généralement « centristes » et « libéraux » mais ils ne cherchent par là qu'un alignement de façade sur les codes politiques établis. Ils s'opposent vigoureusement aux réformes introduites en réponse aux mots d'ordre extérieurs. Ils contestent que l'Union européenne et les créditeurs internationaux puissent jamais apporter à la collectivité les moyens de son affirmation ; ils considèrent que les modèles de développement occidentaux ne sont pas adaptés aux contextes locaux ; en tentant de les implanter à toute force, on ne fait selon eux que générer des structures économiques bâtardes et inefficaces ; partant, on se condamne à une relégation humiliante. Le programme anti-intégrationniste doit permettre d'échapper aux « diktats » de l'Union européenne et de suivre une voie originale, adaptée aux ressources locales et aux structures héritées de la période communiste. Il s'agit ainsi de *renoncer* à tout projet d'adhésion aux structures communautaires pour maintenir ou ramener l'économie nationale dans des formes d'organisation collectives et centralisées. C'est de cette façon, et de cette façon seulement, qu'une bonne articulation pourra être assurée entre les différents secteurs d'activité. Dans l'immédiat, il est utile d'encourager les mouvements de contestation sociale.

Lorsque le programme anti-intégrationniste sera mis en œuvre, les grands paysans qui ont amorcé une dynamique d'accumulation réintégreront de gré ou de force les fermes d'Etat. Les petits paysans céderont également leur terre à l'Etat ; ils viendront

gonfler les rangs du salariat agricole. L'industrie s'écartera elle aussi des canons du libéralisme occidental : les petites entreprises privées seront dissoutes et leurs employés réintégrés dans les grandes entreprises publiques. L'agriculture sera tout entière tournée vers l'industrie : elle approvisionnera les marchés urbains et garantira l'autosuffisance alimentaire de la nation. L'industrie se spécialisera dans le secteur mécanique et sera orientée vers les exportations. Les marchés occidentaux ne seront plus visés. Des échanges bilatéraux et sectoriels seront renoués avec des partenaires commerciaux de moindre envergure.

Les tenants du programme anti-intégrationniste adoptent une démarche *légaliste* : ils respectent les règles politiques en vigueur ; ils entendent lutter contre le système en place en le pénétrant dans un premier temps, et en s'efforçant ensuite de le miner de l'intérieur ; dans cette optique, ils sont prêts à nouer une alliance stratégique avec des formations qui affichent des vues plus mesurées que les leurs [21].

A la marge du programme anti-intégrationniste, des propositions politiques moins articulées peuvent être formulées. Elles ne dessinent pas un projet économique alternatif ; elles amènent à imputer les difficultés de la collectivité à un complot ourdi par les grandes puissances européennes et relayé par des minorités nationales sur le plan interne. Les personnalités qui se positionnent sur un tel registre sont animées par une *logique séditieuse* : pour déjouer le complot susdit, et sans guère préciser les moyens dont elles entendent user, elles proposent d'attaquer directement l'édifice institutionnel établi ; elles ont pour objectif de l'éroder petit à petit, sans se compromettre par une quelconque alliance [22].

Les adeptes du programme anti-intégrationniste et les tenants de la logique séditieuse ont pour point commun d'afficher une hostilité sans fard aux réformes réclamées par l'Union européenne. Leurs bases électorales sont différenciées mais contiguës.

Le programme anti-intégrationniste est susceptible de séduire les employés des fermes d'Etat, attachés aux structures collectives qui leur assurent un revenu fixe et une position relativement privilégiée. Il peut s'attirer également les suffrages des salariés des industries déficitaires qui craignent de perdre leur situation et de ne pas pouvoir en retrouver une équivalente dans le secteur privé : en application du schéma imposé par l'Union européenne, les travailleurs licenciés doivent se reconvertir dans les activités de services ; ils sont invités à créer eux-mêmes leur petite entreprise dans le secteur tertiaire ; dans les faits, les salariés visés ne disposent pas d'un pécule suffisant pour envisager ce type de reconversion ; ils sont du reste peu qualifiés et ne maîtrisent pas les rouages du nouveau système économique ; ils ne sont pas assez riches pour acheter une terre et se transmuer en grands paysans. Ils s'opposent vigoureusement aux réformes ; ils sont prompts à se mobiliser lorsque l'hypothèse d'une privatisation est soulevée.

Les adeptes de la logique séditieuse disposent de soutiens propres. Ils conquièrent les suffrages des retraités qui disposent seulement d'une maigre pension et qui ne peuvent compter sur l'appui de leur famille. Les individus déclassés qui bénéficiaient d'une position privilégiée dans la période communiste mais qui ne sont pas parvenus à tirer parti du changement de régime tendent à afficher les mêmes options politiques. Ils ont reçu une formation spécialisée dans les années 1950 et 1960, formation qui

était adaptée à l'orientation alors assignée à l'industrie. En raison de réorientations économiques inévitables, leurs compétences ont été moins prisées dans les années 1970 et 1980 ; mais le principe du plein emploi leur a permis de conserver une position stable et relativement confortable. Dans la période post-communiste leur inutilité éclate au grand jour ; elle leur vaut d'être frappés par les premières vagues de licenciement. Les techniciens ainsi mis au chômage ne peuvent envisager d'acquérir une nouvelle qualification adaptée aux besoins du moment ; ils ne placent donc aucun espoir dans l'application d'un programme intégrationniste. Ils ne peuvent s'accrocher à un emploi qu'ils ont déjà perdu. Ils sont en somme placés dans une impasse ; ils ne peuvent exprimer rien d'autre que leur animosité envers l'ordre présent [23].

Les électorats ainsi caractérisés sont d'autant plus proches l'un de l'autre qu'ils se dressent contre les mêmes adversaires. En élaborant une plate-forme idoine, un parti politique peut espérer se les concilier tous. La tâche n'est pas toujours aisée cependant. Le programme anti-intégrationniste et la logique séditieuse entretiennent des rapports plus ou moins tendus : il arrive qu'ils soient défendus par des partis nettement démarqués ; lorsqu'ils en viennent à se jouxter au sein d'une même formation, ils ne s'emboîtent jamais parfaitement. Ces configurations mêmes expliquent en partie leurs fortunes électorales respectives.

Le programme anti-intégrationniste véhicule une image « ancien régime » ; il ne peut remporter un franc succès en s'affichant au grand jour. Les formations qui le défendent isolément sont stigmatisées et condamnées au rachitisme ; leur électorat désigné tend à leur préférer des partis mieux intégrés au système politique et susceptibles de participer à l'exercice du pouvoir. Si un parti mitoyen est formé qui s'appuie exclusivement sur une logique séditieuse, il capte cet électorat et parvient à couvrir les deux catégories de la population susmentionnées. Lorsque aucune logique séditieuse ne trouve à se développer, les défenseurs d'un programme anti-intégrationniste exclusif ne sont guère plus avantagés : leur base électorale présomptive tend à leur préférer des partis de gouvernement modérés – appuyés sur un programme conciliatoire – au sein desquels un groupe ou une personnalité peut défendre ponctuellement leurs intérêts.

Pour ne pas se présenter comme les simples héritiers du régime communiste et pour intégrer pleinement le système politique, les défenseurs du programme anti-intégrationniste doivent éviter de se replier sur eux-mêmes ; il leur faut s'associer directement aux adeptes de la logique séditieuse. Au sein d'un même parti, une faction anti-intégrationniste et une faction séditieuse en viennent alors à se jouxter. S'il peut sembler payant en termes électoraux, ce jumelage n'est pas sans présenter quelque contrepartie. Il est parfois à l'origine de vives dissensions. Lorsque la faction anti-intégrationniste tente de mettre en œuvre sa stratégie légaliste et qu'elle entre en pourparlers avec une formation extérieure, la faction séditieuse donne un tour plus outré encore à son discours : elle réaffirme bien haut que le système établi doit être combattu de l'extérieur ; elle s'attaque violemment au partenaire sollicité. Ce dernier est alors amené à rompre toute collaboration. La faction anti-intégrationniste n'est plus en mesure de développer sa stratégie : elle ne peut plus prétendre miner l'ordre établi de l'intérieur [24].

Qu'ils souffrent d'isolement ou qu'ils se lient à des partenaires ombrageux, les défenseurs du programme anti-intégrationniste sont condamnés à l'impuissance. Ils ne sont jamais totalement en accord avec leurs propres principes ; un décalage est toujours observé entre leurs intentions et leurs résultats.

Les programmes intégrationniste et anti-intégrationniste semblant pareillement inopérants, certains partis tentent de les dépasser tous deux en retenant un juste dosage : ils entendent que l'intégration des normes extérieures soit poussée jusqu'à la limite au delà de laquelle elle provoquerait des troubles majeurs sur le plan interne ; ils tiennent que les pressions internes doivent être relayées jusqu'au point au delà duquel les interlocuteurs européens se cabreraient dangereusement. Ils définissent de la sorte un programme conciliatoire. Ce programme ne vise pas plus à conjurer le modèle communiste qu'à repousser les réformes ; il ne remplit pas une « fonction de rupture » mais une « fonction d'aménagement ». Contrairement à ce que laisse entendre la théorie des modèles importés, cette fonction n'est donc pas utilisée sur un mode instrumental pour dissimuler une logique d'extraversion ; elle est soutenue par des propositions originales et substantielles ; elle présente un caractère élaboré.

2. Une « fonction d'aménagement » élaborée

Le programme conciliatoire permet d'observer le « jeu subtil de mimétisme et d'émancipation » caractérisé par Badie. Il est appuyé sur l'idée que les inconvénients des programmes intégrationniste et anti-intégrationniste peuvent être annulés par croisement. Ses promoteurs sont favorables aux réformes dans la mesure où elles conditionnent l'obtention de crédits communautaires et internationaux. Ils demandent toutefois qu'elles ne dépassent jamais le seuil du strict nécessaire. Ils jugent que l'Etat seul peut assurer une bonne articulation des secteurs d'activité ; ils souhaitent que le gouvernement conserve une certaine emprise sur l'économie ; ils jugent qu'un contrôle minimal sur la production et le système de distribution est indispensable pour prévenir les pénuries. C'est par un dosage optimal entre soumission à la contrainte externe et préservation des équilibres internes qu'ils pensent pouvoir cheminer vers la prospérité. Ils réclament que les entreprises déficitaires soient soutenues temporairement par des subventions publiques et des crédits à taux préférentiels. Non pas qu'ils envisagent de les maintenir en place dans le long terme. Ils redoutent seulement que leur fermeture immédiate constitue un facteur de perturbation. Ils entendent tout d'abord éviter un développement massif du chômage. Ils contestent que la main-d'œuvre licenciée puisse être absorbée directement par les petites entreprises privées. Ils considèrent qu'une restructuration souple et progressive de l'industrie, contrôlée par l'Etat, peut seule assurer une répartition harmonieuse de la population active et une préservation des équilibres sociaux. Ils entendent proposer des formes d'organisation intermédiaires, qui échappent aux principes collectivistes et à la planification, mais qui demeurent — au moins partiellement — entre les mains de l'Etat. Il n'est pas question pour eux d'éliminer les petites entreprises privées mais seulement de limiter leur nombre et de ne pas appuyer sur elles toutes les perspectives de développement. Toutes les entreprises, qu'elles soient privées ou de forme intermédiaire, sont appelées à exporter leur production vers les pays membres de l'Union européenne.

Selon le programme conciliatoire, l'agriculture doit également faire l'objet d'une supervision nationale. Les fermes d'Etat peuvent être maintenues en place, mais elles ne doivent pas étendre leur superficie, ni moins encore devenir un modèle d'organisation général. Il ne s'agit pas de recollectiviser les terres ; l'objectif est seulement de juxtaposer de grandes exploitations productives, contrôlées par l'Etat et susceptibles de soutenir une politique économique réfléchie, aux exploitations individuelles.

Pas plus dans l'industrie que dans l'agriculture, les modèles d'organisation préconisés par les défenseurs du programme conciliatoire ne répondent aux exigences de l'Union européenne. Ils ne les contrarient pas totalement néanmoins. Ils n'ont pas pour fonction de repousser les réformes structurelles ; ils visent seulement à les étaler dans le temps et à les soumettre à un plan économique concerté. Le pari est formé que, présentés sous le bon habillage, ils échapperont à la réprobation des instances européennes. Par un dosage subtil, le point d'équilibre doit être trouvé qui permettra d'intégrer les structures communautaires sans avoir à faire montre de servilité [25].

Le programme conciliatoire empruntant aux deux précédents, on pourrait se figurer qu'il sert également à courtiser leur électorat : il formerait alors le socle d'un parti « attrape-tout » – au sens défini par Otto Kirchheimer – plutôt qu'il ne servirait à institutionnaliser un conflit structurel [26]. Cette représentation n'est pas fondée : les partis qui élaborent un programme conciliatoire défendent des catégories bien désignées de la population ; se reconnaissent en eux les électeurs qui ne sont pas hostiles aux réformes en tant que telles mais qui redoutent les conséquences d'une mutation économique trop brutale. L'électorat des partis conciliatoires occupe une position intermédiaire : il n'est pas marginalisé à proprement parler ni menacé de l'être à court terme, mais il ne peut pour autant tirer un bénéfice immédiat du changement de système. Les petits paysans le constituent pour l'essentiel. Ils sont repliés sur leurs parcelles ; ils sont attachés au principe de la propriété individuelle ; ils rejettent tout forme d'organisation qui évoque peu ou prou le souvenir de la collectivisation ; ils souhaitent s'orienter vers des cultures industrielles et amorcer une dynamique d'accumulation. Mais ils ne disposent pas dans l'immédiat d'un capital suffisant : ils doivent se contenter d'une propriété de faible superficie. C'est seulement lorsqu'une bonne récolte leur permet de dépasser le seuil de l'autoconsommation qu'ils s'orientent vers les marchés urbains. Ils entendent ainsi s'enrichir à leur propre rythme. Ils redoutent qu'une libéralisation accélérée les laisse sur le bas-côté et joue seulement en faveur des grands paysans déjà lancés dans une dynamique d'accumulation [27].

Le programme conciliatoire vise à cumuler les mérites des programmes intégrationniste et anti-intégrationniste ; il en cumule en fait les faiblesses. Il pose un problème d'organisation interne : ses concepteurs en viennent rapidement et inévitablement à se diviser en chapelles concurrentes. Tous sont favorables à un panachage des deux autres programmes, mais certains témoignent d'une légère inclination anti-intégrationniste et d'autres sont affectés d'un faible tropisme intégrationniste. Entre les deux mouvances, il est impossible de trouver le point d'équilibre parfait. Quel que soit le dosage retenu, il penche toujours dans un sens plus que dans l'autre – de sorte qu'une partie des défenseurs du programme conciliatoire

s'estime flouée et dénonce une collusion, qui avec le programme anti-intégrationniste, qui avec le programme intégrationniste. Lorsque l'opposition devient trop vive, un rééquilibrage est opéré, mais c'est alors le segment opposé qui proteste.

Les formations qui affichent un propos conciliatoire oscillent perpétuellement entre deux pôles internes ; elles ne parviennent finalement à satisfaire personne. Lorsqu'elles accèdent au pouvoir, ces difficultés sont encore redoublées : le juste dosage n'est jamais trouvé entre soumission aux exigences de l'Union européenne et maintien du contrôle de l'Etat sur l'économie. Les défenseurs du programme conciliatoire sont attaqués sur leurs deux flancs. Les partis intégrationnistes jugent les réformes engagées trop timides ; ils réclament une privatisation totale et immédiate. Les partis qui affichent une orientation anti-intégrationniste estiment que le pouvoir se soumet trop facilement aux mots d'ordre de l'Union européenne et que les mesures économiques introduites sont trop douloureuses à la population. Objet de critiques croisées, le programme conciliatoire ne peut être efficacement mis en œuvre [28].

Si tous les programmes se heurtent tour à tour à des obstacles insurmontables, nous devons bien noter que l'ordre de leur succession n'est pas prédéterminé. Il paraît certes logique que les deux programmes antagoniques soient mis à l'essai avant que la découverte de leurs inconvénients respectifs n'amène à juger le programme conciliatoire plus porteur. Mais des conditions particulières peuvent inciter à expérimenter prioritairement ce dernier : une conscience claire des enjeux et une perception précoce des inconvénients que présentent les autres programmes conduisent parfois à privilégier le panachage dès l'origine. C'est alors l'échec de la politique conciliatoire qui pousse à recourir *malgré tout* aux programmes anti-intégrationniste et intégrationniste.

3. Conclusion

Les trois fonctions définies par Badie ont une portée explicative dans les pays d'Europe centrale et orientale. Il convient seulement de modifier leur ordonnancement en prenant en compte la logique de modernisation dépendante.

Tous les partis politiques ont recours à la « fonction de démonstration » ; tous doivent réagir de quelque façon aux mots d'ordre extérieurs et les rapporter aux sollicitations internes ; les formations mêmes qui fustigent les créditeurs internationaux et l'Union européenne s'exposent par cette seule posture aux effets de la contrainte externe : elles sont empêchées de se positionner sur un registre exclusivement interne.

La « fonction de rupture » est elle aussi utilisée sur un mode plus extensif que la théorie des modèles importés n'invite à le considérer ; elle n'est pas seulement le fait des partis qui se posent en importateurs des modèles extérieurs (les partis intégrationnistes) ni ne sert exclusivement à marquer une distance avec l'ordre ancien (avec le régime communiste). Récupérée et détournée de sa visée première, elle permet aussi à des partis anti-intégrationnistes de briser net avec l'ordre imposé par les créditeurs internationaux et l'Union européenne.

La « fonction d'aménagement » est utilisée par un seul parti quant à elle, mais ce parti ne s'abandonne pas à une simple logique d'importation ; il recherche bien plutôt un accommodement entre le modèle de développement imposé et les structures

héritées de la période communiste. La fonction d'aménagement présente donc un caractère moins instrumental que dans la théorie de Badie. Elle ne sert pas à dissimuler l'ouverture à la contrainte externe mais à l'équilibrer par des propositions substantielles.

Les fonctions ainsi redéfinies permettent d'opérer un classement dynamique et non déterministe. Les programmes intégrationniste, anti-intégrationniste et conciliatoire sont des pôles structurants. Des chevauchements temporaires et des combinaisons peuvent être envisagées dans l'espace et dans le temps. Les partis constitués sont tous agités de remous. Ils abritent des factions concurrentes et ne peuvent assurer leur cohésion qu'au prix d'efforts répétés. Cette configuration interne donne cours à un jeu de pressions et d'interconnexions. Des alliances sont envisageables entre partis contigus ; elles peuvent néanmoins générer des dissensions et préluder à des scissions. Si les mouvements ainsi observés ne suivent pas une direction exclusive ni ne procèdent d'une loi mécanique, ils obéissent à quelques contraintes structurelles : tous les partis ne sont pas susceptibles de s'allier ; les dissensions internes et les scissions révèlent des lignes de faille précises. La contrainte externe exerce sur les paysages politiques d'Europe centrale et orientale une influence complexe et évolutive mais régie malgré tout par quelques principes directeurs. Si difficiles à décrypter et si déroutantes que soient les trajectoires observées, rien ne permet de conclure à leur incohérence.

Notes

[1] Quelques nuances peuvent être relevées entre les modèles de développement privilégiés par la Banque mondiale et celui que cherche à promouvoir le Fond monétaire international ; le modèle retenu par la Commission européenne se distingue également par quelques particularités. La libéralisation des échanges et la réduction du déficit budgétaire forment toutefois dénominateur commun ; de sorte que les mots d'ordre économiques formulés par les trois institutions sont perçus comme un seul et même ensemble dans les pays d'Europe centrale et orientale.

[2] Lorsque la théorie des modèles importés a été formulée par Bertrand Badie, le débat s'est concentré sur le statut de l'Etat dans les sociétés non occidentales et sur la question de savoir si une structure institutionnelle imposée depuis l'extérieur pouvait s'harmoniser ou non avec les traditions autochtones. La réflexion corrélativement menée sur le rôle des partis politiques n'a guère été discutée.

[3] B. BADIE, *L'Etat importé : essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992, p. 144 (souligné par l'auteur).

[4] *Ibid*., p. 185

[5] B. BADIE, « L'analyse des partis politiques en monde musulman ; la crise des paradigmes universels », *in* Y. MÉNY (éd.), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux. Etudes réunies pour Georges Lavau*, Presses de la FNSP, 1989, p. 275.

[6] B. BADIE, *L'Etat importé*, p. 179.

[7] B. BADIE, « L'analyse des partis politiques… », p. 277-278.

[8] *Ibid.*, p. 275 et 282.

[9] B. BADIE, *L'Etat importé*, p. 152.

[10] *Ibid.*, p. 162 et 167.

[11] *Ibid.*, p. 183-185.

[12] *Ibid.*, p. 181 et 185.

[13] T. HEINZ, « The Socialist and Social Democratic Parties in east Central and South Eastern Europe. Aspects and Problems of their Integration into European Party Structures », *Transitions* (Bruxelles), 37(2), 1996, p. 179 ; « A Dilemna for the Socialist International : the Communist Parties' Successors in east Central Europe », *in* M. WALLER, B. COPPIETERS et K. DESCHOUWER, *Social Democracy in a Post-Communist Europe*, Londres, Frank Cass, 1994, p. 174.

[14] B. COPPIETERS et M. WALLER, « Conclusion : Social Democracy in Eastern Europe », *in* M. WALLER, B. COPPIETERS et K. DESCHOUWER, *op. cit.*, p. 191 ; P. GOWAN, « East Central Europe's Headless Hegemon », *Labour Focus on Eastern Europe*, n° 50, 1995, p. 81-85.

[15] M.V. DANGERFIELD, « The Economic Opening of Central and Eastern Europe : Continuity and Change in Foreign Economic Relations », *Revue d'intégration européenne/Journal of European Integration*, 19(1), 1995, p. 5-42 ; J. NOETZOLD, « European Union and Eastern Central Europe : Expectations and Uncertainties », *Aussenpolitik*, 46(1), 1995, p. 14-23 ; H. WALLACE et U. SEDELMAYER, « New Policies towards Central and Eastern Europe », *in* H. WALLACE et W. WALLACE (ed.), *Policy-Making in the European Union*, Oxford University Press (2e éd), 1996, p. 353-388.

[16] Cette logique ne joue pas avec la même intensité dans tous les pays d'Europe centrale et orientale : elle est plus ou moins accentuée selon que les réformes nécessaires à un alignement sur les codes économiques et politiques occidentaux sont importantes ou non.

[17] P. EVANS, « The State as Problem and Solution : Predation, Embedded Autonomy and Structural Change », *in* S. HAGGARD et R. R. KAUFMAN (ed.), *The Politics of Economic Adjustment : International Constraints, Distributive Conflicts, and the State***,** Princeton, Princeton University Press, 1992, p. 139-181.

[18] S. HAGGARD et R. R. KAUFMAN, *The Political Economy of Democratic Transitions*, Princeton, Princeton University Press, 1995, p. 151-82 ; T. SNYDER et M. VACHUDOVA, « Are Transitions Transitory ? Two Types of Political Change in Eastern Europe Since 1989 », *East European Politics and Societies*, 11(1), 1997, p. 11-20.

[19] V. MIHAILESCU et V. NICOLAU, « La « transition » entre holisme et individualisme », *Romanian Journal of Sociology*, 6(1), 1995, p. 77-80 ; S. L. SAMPSON, « Money without Culture, Culture without Money : Eastern Europe's Nouveaux Riches », *Anthropological Journal on European Cultures*, 3(1), 1994, p. 20-29.

[20] P. MATEJU et B. REHAKOVA, « Revolution for Whom ? Analysis of Selected Patterns of Intragenerational Mobility 1989-1992 », *Czech Sociological Review*, 1 (1), 1993, p. 81-85.

[21] B. GRESKOVITS, *The Political Economy of Protest and Patience : East European and Latin American Transformations Compared*, Budapest, Central European University Press, 1998, p. 102-110.

[22] B. GRESKOVITS, « Demagogic Populism in Eastern Europe ? », *Telos*, n° 102, 1995, p. 102 sq. ; V. TISMANEANU, « The Leninist Debris or Waiting for Peron », *East European Politics and Societies,* 10 (3), 1996, p. 504-520 ; M. SHAFIR, « Radical Politics in East-Central Europe (Part 4) », *RFE/RL East European Perspectives*, 2000, 2(3) ; A. BRAUN, « The Incomplete Revolutions : The Rise of Extremism in East-Central

Europe and the Former Soviet Union », *in* A. Braun et S. Scheinberg (ed.), *The Extreme Right : Freedom and Security at Risk*, Boulder, Westview Press, 1997, p. 138-160.

[23] M. Krol, « A Communist Comeback : Poland's Longing for Paternalism », *Journal of Democracy*, 5, 1994 , p. 85-95 ; A. Bozoki et M. Subkosd, « Civil Society and Populism in Eastern European Transitions », *Praxis International*, n° 13, 1993.

[24] J. T. Ishiyama, « Strange Bedfellows : Explaining Political Cooperation between Communist Sucessor Parties and Nationalists in Eastern Europe », *Nations and Nationalism*, 4(1), 1998, p. 72-73 ; M. Cotta, « Structuring the New Party Systems After Dictatorship. Coalitions, Alliances, Fusions and Splits During the Transition and Post-Transition Stages », *in* G. Pridham et P.G. Lewis (ed.), *Stabilising fragile democracies : comparing new party systems in southern and eastern Europe*, Londres, Routledge 1996, p. 62-65.

[25] M. Orenstein, « A Genealogy of Communist Successor Parties in East-Central Europe and the Determinants of their Success », », *East European Politics and Societies*, 12(3), 1998, p. 481-490 ; P. Mateju, « In Search of Explanations for Recent Left-Turns in Post-Communist Countries », *International Review of Comparative Public Policy*, 7 (1), 1996, p. 43-50 ; J. S. Hellmann, « Winners Take all : The Politics of Partial Reform in Postcommunist Transitions », *World Politics*, 50 (2), 1998, p. 218.

[26] O. Kirchheimer, « The Transformation of the Western European Party Systems », *in* J. LaPalombara et M. Wiener (ed.), *Political Parties and Political Development,* Princeton University Press, 1966, p. 177-200.

[27] M.-C. Maurel, « Naissance de nouveaux acteurs sociaux sur la scène locale », *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, 25(4), 1994, p. 13-40 ; *La transition post-collectiviste : Mutations agraires en Europe centrale*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 348-439 ; P. Lenormand, « Relations sociales et acteurs sociaux dans les campagnes de l'Est européen », *in* F. Cohen (éd.), *Relations sociales et acteurs sociaux à l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 132-37 ; V. Mihailescu et V. Nicolau, « La « transition » … », p. 71-73.

[28] J. S. Hellmann, « Winners Take all … », p. 218-219.